

dans les bois nommés Grooten en Kleynen Peeters bempt, situés sous ladite commune de Holsbeek. (Bull. offic., n. xciv.)

HOSPICE DE MESSINES.

590. — 27 SEPTEMBRE 1837. — *Arrêté royal qui autorise la commission administrative de l'hospice de Messines à admettre dans cet établissement la nommée Le Roi (Lucie-Josèphe), âgée de 11 ans, fille de feu Pierre-André, ancien militaire pensionné, et de Renard (Augustine).* (Bull. offic., n. xciv.)

591. — 27 SEPTEMBRE 1837. — *Arrêté royal qui autorise la commission administrative du même établissement à admettre les nommées Thorez (Marie-Thérèse et Eugénie-Sophie), âgées de 9 et 5 ans, filles de feu Jean-Laurent, ancien militaire pensionné, et de Bascop (Pélagie).* (Bull. offic., n. xciv.)

592. — 27 SEPTEMBRE 1837. — *Arrêté royal qui autorise la commission administrative du même établissement à admettre la nommée d'Hoën (Catherine-Josèphe), âgée de 9 ans, fille de Pierre-Joseph, ancien militaire pensionné, et de De la Marre (Albertine-Josèphe).* (Bull. offic., n. xciv.)

Pour extraits conformes,

Le secrétaire général du Ministère de la Justice,

PAQUET.

593. — 12 NOVEMBRE. — *Loi accordant un crédit de 10,000,000 de fr., pour la construction des travaux du chemin de fer (1).* (Bull. offic., n. xcvi.)

Léopold, etc.

Nous avons, de commun accord avec les chambres, décrété et nous ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au gouvernement un

crédit de dix millions de francs. L'emploi de ce crédit se fera conformément aux dispositions mentionnées au paragraphe 3 de la loi du 18 juin 1836 (Bulletin officiel, n^o 397), dans la proportion des besoins respectifs des travaux du chemin de fer et des routes pavées et ferrées dont l'exécution a été autorisée par la loi du 2 mai 1836 (Bulletin officiel, n^o 215).

Art. 2. Ce crédit sera couvert, au fur et à mesure des besoins, par une émission de bons du trésor, qui sera effectuée selon les conditions de la loi du 16 février 1835.

Mandons et ordonnons que les présentes, revêtues du sceau de l'État, inscrites au Bulletin officiel, soient adressées aux cours, tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les observent et fassent observer comme loi du royaume.

Contresigné par le Ministre des Finances,

E. D'HUART.

594. — 13 NOVEMBRE 1837. — *Loi qui ouvre un crédit supplémentaire 500,000 fr., au budget de la Justice pour 1837, pour achat de matières premières dans les prisons (2).* (Bull. officiel, n. xcvi.)

Léopold, etc.

Nous avons, de commun accord avec les chambres, décrété et nous ordonnons ce qui suit :

Article unique. Il est ouvert, à l'art. 6 du chapitre VIII du budget du département de la Justice pour 1837, un crédit supplémentaire de la somme de cinq cent mille francs.

Mandons et ordonnons que les présentes, revêtues du sceau de l'État, inscrites au Bulletin officiel, soient adressées aux cours, tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les observent et fassent observer comme loi du royaume.

Contresigné par le Ministre de la Justice,

A.-N.-J. ERNST.

595. — 13 NOVEMBRE 1837. — *Loi qui accorde un transfert de crédit de 18,100 fr. au budget de la Justice pour 1836 (frais de justice et du Monteur) (3).* (Bull. offic., n. xcvi.)

(1) Présentations à la chambre des représentants par le Ministre des Finances, le 7 octobre 1837. — *Moniteur* du 8. — Rapport par M. Zoude, le 20 octobre. — *Mon.* du 5 novembre. — Discussion le 23 octobre, et adoption le 25 par 73 voix contre 2. — *Monit.* des 24 et 26 octobre.

Rapport au Sénat, par M. le Comte de Quarré, le 10 novembre. — Discussion et adoption le même jour à l'unanimité des 28 membres présents. — *Monit.* du 12 novembre 1837.

(2) Présentation à la chambre des représentants,

par le Ministre de la Justice le 19 octobre 1837. — *Mon.* du 24. — Rapport par M. Liedts le 6 nov. — *Mon.* du 7. — Adoption sans discussion le 7 novembre, à l'unanimité des 62 membres présents. — *Mon.* du 8.

Rapport au Sénat, par M. Dehaussy, le 10 novembre et adoption à l'unanimité des 27 membres présents. — *Mon.* du 12 novembre.

(3) Présentation à la chambre des représentants, le 19 octobre 1837 par le Ministre de la Justice. — *Mon.* du 24.